

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ
N°CA-2025-041**

SÉANCE DU 1^{ER} AVRIL 2025

**POINT B.3.1
APPROBATION DE L'ACCORD-CADRE DE COOPÉRATION
INTERNATIONALE ENTRE AVIGNON UNIVERSITÉ ET LE
CENTRE DE BIOTECHNOLOGIE DE BORJ-CÉDRIA - TUNISIE**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 1^{er} avril 2025, sous la présidence Georges LINARÈS, Président,

Vu le code de l'éducation,
Vu les statuts d'Avignon Université,

Après en avoir délibéré,

Approuve l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et le Centre de Biotechnologie de Borj-Cédria - Tunisie, tel qu'annexé à la présente délibération.

Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

Membres composant le conseil : 28
Membres présents (15) ou suppléés (5) : 20
Membres absents et non suppléés : 8

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique
Georges Linares
le 04/04/2025 15:06:12 +02:00



Affaire suivie par

Alain RICHAUD
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 28 09

Courriel

vice-president-ca@univ-avignon.fr

ACCORD-CADRE DE COOPERATION INTERNATIONALE

ENTRE

Avignon Université

Etablissement Public à caractère
Scientifique, Culturel et Professionnel,
74 rue Louis Pasteur
84029 Avignon cedex 1 – France
représentée par son président,
Monsieur Georges LINARES,

ET

Le Centre de Biotechnologie de Borj-Cédria

Etablissement public à caractère scientifique et
Technologique,
situé route touristique de Soliman, BP 901
Hammam-Lif 2050, Tunisie
représenté par son Directeur Général,
Monsieur Chokri MESSAOUD,

Ci-après désignées individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties »

Vu le cadre légal et réglementaire en vigueur dans leur pays respectif,

Les Parties ont convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Cet accord-cadre entre Avignon Université et le Centre de Biotechnologie de Borj-Cédria est conclue dans le cadre des activités de la Chaire Partenariale Chimie Verte et Durable du Végétal. Les travaux de la Chaire se concentrent sur la conversion de la biomasse végétale en réactifs, ingrédients, bioénergie et produits alimentaires et non-alimentaires avec des niveaux sociétaux, environnementaux et financiers acceptables.

ARTICLE 1 : Objet de la coopération

Avignon Université et le Centre de Biotechnologie de Borj-Cédria concluent, sur une base de réciprocité et en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans leur pays respectif, le présent accord-cadre de coopération internationale (ci-après désigné par « l'accord- cadre ») ayant pour objet d'établir et d'approfondir leurs relations de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le cadre général de cette coopération est défini ci-dessous.

ARTICLE 2 : Domaines de coopération

Le présent accord- cadre s'applique aux activités suivantes :

- a) l'échange de personnels administratifs, d'enseignants, d'enseignants-chercheurs et de chercheurs ;
- b) l'échange d'étudiants ;
- c) le développement de programmes conjoints de formation ;
- d) le développement de projets de recherche conjoints ;
- e) l'organisation des cotutelles internationales de thèses ;
- f) l'organisation de colloques, conférences et de séminaires communs ;
- g) l'échange d'information et des publications scientifiques en commun ;
- h) Mise en place de conférences et symposiums.

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être étendue à d'autres activités d'intérêt commun.

ARTICLE 3 : Convention d'application

Tout projet de collaboration, d'activité de recherche ou de programme développé dans le cadre du présent accord-cadre fera l'objet d'une convention d'application signée par les deux Parties. Chaque convention d'application précisera :

- a) la structure concernée et le coordonnateur du projet au sein de chaque établissement partenaire ;
- b) les termes et les conditions sous lesquels se développeront les activités programmées ;
- c) les obligations et responsabilités des Parties ;
- d) le budget du programme, les engagements financiers de chaque établissement partenaire ainsi que d'autres sources de financements permettant les activités prévues ;
- e) les modalités de communication, publications, confidentialité et propriété intellectuelle, et notamment les modalités d'utilisation des noms, logos et marques des partenaires dans la publicité ou dans le matériel promotionnel concernant les activités prévues.

Les conventions d'application, une fois signées par les Parties, feront partie intégrante du présent accord-cadre.

ARTICLE 4 : Dispositions financières

La signature du présent accord-cadre ne génère aucune obligation financière pour les Parties. Chaque projet ou activité faisant l'objet d'une convention d'application du présent accord-cadre dépendra des ressources disponibles et sera financé séparément.

Chacun des deux établissements partenaires s'efforcera de rechercher, séparément ou conjointement, les moyens financiers ainsi que l'infrastructure nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre et des activités qui en découlent. Il est précisé que cette coopération ne représente en aucun cas une obligation liant les gouvernements français ou tunisien en matière de financement.

Les établissements partenaires pourront solliciter l'attribution de moyens soit auprès de leur ministère de rattachement respectif, soit auprès de tout partenaire extérieur, le cas échéant. Les ressources nécessaires à la mise en œuvre de tels projets ou activités seront négociées avec les interlocuteurs adéquats par les coordonnateurs des projets.

ARTICLE 5 : Mobilités d'enseignants, d'enseignants-chercheurs et de chercheurs

Dans la limite des lois et règlements en vigueur dans chacun des pays et dans la mesure de leurs moyens les Parties contractantes peuvent procéder, en vertu du présent accord, à des échanges d'enseignants, d'enseignants-chercheurs et chercheurs afin de donner des cours, des conférences, ou de participer à des activités de recherche dans la perspective du développement d'un projet relatif à cet accord. Pour tout échange, la signature d'une convention d'application sera requise.

ARTICLE 6 : Cotutelles internationales de thèses

Les enseignants habilités à diriger des thèses à Avignon Université et au Centre de Biotechnologie de Borj-Cédria pourront être associés à la direction de thèses de doctorat en cotutelles.

Une convention d'application sera conclue pour chaque thèse en cotutelle. Cette convention doit déterminer les conditions de l'alternance des périodes de formation dans chaque établissement partenaire ainsi que les modalités de constitution du jury et d'accompagnement matériel, pédagogique et linguistique des étudiants.

Elle doit également préciser :

- a) la dénomination des établissements partenaires, l'intitulé de la thèse, le nom du directeur de thèse, de l'étudiant, et la nature du diplôme préparé ;
- b) la langue dans laquelle est rédigée la thèse. Lorsque cette langue n'est pas le français, la rédaction doit être complétée par un résumé substantiel en langue française ;
- c) les modalités de reconnaissance des activités de formations effectuées dans l'un ou l'autre des établissements partenaires ;

- d) les modalités de règlement des droits de scolarité conformément aux dispositions pédagogiques retenues, sans que le doctorant puisse être contraint à acquitter les droits dans deux établissements partenaires simultanément ;
- e) les conditions de prise en charge de la couverture sociale ainsi que les conditions d'hébergement et les aides financières dont le doctorant peut bénéficier pour assurer sa mobilité.

ARTICLE 7 : Étudiants en mobilité

Avignon Université et le Centre de Biotechnologie de Borj-Cédria peuvent procéder, dans la limite de leurs moyens et capacités d'accueil, à des échanges réciproques d'étudiants d'une durée d'un à deux semestres. Le statut des étudiants concernés est celui « d'étudiants en échange » et sous-entend que ces échanges ne conduisent pas à la délivrance d'un double diplôme. La mise en place d'un double diplôme devra faire l'objet d'une convention spécifique.

L'établissement d'un accord pédagogique préalable écrit entre les Parties concernées, précisant le cadre pédagogique de l'échange de l'étudiant, conditionne l'échange. Les Parties mettront tout en œuvre pour que les enseignements suivis dans l'établissement d'accueil puissent être reconnus dans le cursus du diplôme de l'établissement d'origine pour lequel l'étudiant est inscrit.

Les étudiants en échange s'acquitteront des droits de scolarité de leur établissement d'origine et seront exonérés des droits de scolarité de l'établissement d'accueil.

Les étudiants en mobilité devront par ailleurs être assurés contre les risques (accident, maladie, responsabilité civile), et contre ceux d'un éventuel rapatriement, encourus pendant leur séjour dans le pays d'accueil.

Le cas échéant et sauf dispositions réglementaires contraires, les étudiants, en vertu du présent accord-cadre, continueront à percevoir pendant leur séjour dans l'établissement d'accueil, les bourses ou les prêts qui leur sont accordés par leur gouvernement ou autorités nationales, locales, régionales, européennes pour les études suivies dans leur établissement d'origine.

ARTICLE 8 : Clause de confidentialité, propriété intellectuelle et publication

Comme prévu à l'article 3 du présent accord-cadre, les modalités relatives aux communications, publications et propriété intellectuelle seront précisées par les conventions d'application pour chaque activité conduite par les Parties dans le cadre du présent accord-cadre.

Toutefois, il est d'ores et déjà convenu que chaque établissement partenaire s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit, sauf accord écrit préalable de l'autre établissement partenaire, les informations scientifiques, techniques ou commerciales et notamment les connaissances antérieures, appartenant à l'autre établissement partenaire dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre et ce, tant que ces informations ne seront pas tombées dans le domaine public. Cet engagement restera en vigueur pendant dix (10) ans à compter de l'expiration ou de la résiliation du présent accord-cadre.

ARTICLE 9 : Entrée en vigueur, durée et renouvellement

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 5 (cinq) ans. Il entre en vigueur, sous réserve des formalités internes à chacune des Parties, à la date de signature par les Parties.

- Pour Avignon Université, l'accord signé sera soumis à l'approbation du conseil d'administration.
- Pour le Centre de Biotechnologie de Borj-Cédria, l'accord signé sera soumis à l'approbation de l'administration centrale.

Le présent accord-cadre ne pourra être prolongé ou renouvelé que sous réserve d'un accord préalable et écrit, signé par les représentants dûment habilités, et suivant la procédure interne à chacune des Parties.

Un projet spécifique qui a débuté pendant la durée de l'accord cadre se poursuivra pour la durée qui lui est propre, nonobstant la terminaison du présent accord cadre.

En cas de renouvellement, il sera à nouveau soumis à la procédure d'examen par les autorités de tutelle d'Avignon Université.

ARTICLE 10 : Dénonciation

Le présent accord-cadre pourra être dénoncé globalement, par l'une ou l'autre des Parties au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à l'autre Partie, avec préavis de six mois à compter de la réception de la lettre. Toutefois, les Parties s'engagent à réaliser les activités engagées avant la résiliation et de convenir des voies de clôture des activités encore en cours.

ARTICLE 11 : Règlement des différends

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application du présent accord-cadre et de ses conventions d'application, les Parties s'efforceront de trouver un accord amiable. En cas de désaccord persistant, l'une ou l'autre des Parties pourra saisir le tribunal compétent du pays du défendeur.

ARTICLE 12 : Coordination

Les Parties désignent une personne ou un service « Réfèrent » pour la bonne exécution du présent accord-cadre.

- Pour Avignon Université, la Direction d'Appui à la Recherche est désignée comme Réfèrent
- Pour le Centre de Biotechnologie de Borj-Cédria, l'unité de valorisation de la recherche et transfert de technologie VR2T est désignée comme Réfèrent.

Un bilan du présent accord-cadre sera réalisé par les Référénts à l'issue de sa période d'exécution.

ARTICLE 13 : Amendements

Les articles du présent accord pourront être amendés ou modifiés par voie d'avenant conclu entre les Parties selon les mêmes modalités que le présent accord-cadre.

ARTICLE 14 : Langues et versions

Le présent accord est rédigé en quatre exemplaires dont deux en langue française et deux en langue Anglaise, chaque version faisant également foi.

Fait à Avignon,

Le 26/02/2025

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARES

Signature calligraphique
Georges Linares
le 24/02/2025 17:57:30 +01:00



Fait à Borj-Cédria,

Le 19/2/2025

Le Directeur Général du Centre de Biotechnologie de Borj-Cédria

Chokri MESSAOUD

